

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

23 FÉVRIER 1949.

23 FEBRUARI 1949.

PROPOSITION DE LOI

modifiant l'article 149
du Code d'Instruction criminelle.

WETSVOORSTEL

houdende wijziging van artikel 149
van het Wetboek van Strafvordering.

RAPPORT COMPLEMENTAIRE

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE (1)

PAR M. HOSSEY.

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE JUSTITIE (1) UITGEBRACHT

DOOR DE HEER HOSSEY.

MESDAMES, MESSIEURS,

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

La proposition de loi de M. Carton de Wiart tendait à ajouter à l'article 149 du Code d'Instruction Criminelle ainsi conçu : « Si la personne citée ne comparait pas au jour et à l'heure fixée par la citation, elle sera jugée par défaut », l'alinéa suivant :

« Nul ne sera recevable à déclarer qu'il fait défaut dès qu'il est présent à l'audience ».

Après discussion les membres de votre Commission avaient estimé que le prévenu détenu devait pouvoir user

Het wetsvoorstel van de heer Carton de Wiart strekte er toe aan artikel 149 van het Wetboek van Strafvordering dat luidt als volgt : « Indien de gedaagde niet verschijnt op de dag en het uur door de dagvaarding bepaald, wordt hij bij verstek gevonnist », volgende alinea toe te voegen :

« Het is aan niemand toegelaten te verklaren dat hij verstek laat gaan, zodra hij op de terechtzitting tegenwoordig is. »

Na bespreking hadden de leden van uw Commissie geoordeeld, dat de gevangen verdachte gebruik moest kun-

(1) Composition de la Commission : MM. Joris, président; Carton de Wiart, Charloteaux, Charpentier, De Gryse, M^{me} De Riemaecker-Legot, MM. du Bus de Warnaffe, Héger, Lambotte, Oblin, Philippart, Roppe. — Bohy, Collard, Craeybeckx, Gruselin, Hossey, Housiaux, Soudan, Tielemans. — Demany, Terfve. — Janssens (Charles), Van Glabbeke.

Voir :

84 (S. E. 1946) : Proposition de loi,
458 (1946-1947) : Rapport.
201 (1947-1948) : Amendements.

(1) Samenstelling van de Commissie : de heren Joris, voorzitter; Carton de Wiart, Charloteaux, Charpentier, De Gryse, Mevr. De Riemaecker-Legot, de heren du Bus de Warnaffe, Héger, Lambotte, Oblin, Philippart, Roppe. — Bohy, Collard, Craeybeckx, Gruselin, Hossey, Housiaux, Soudan, Tielemans. — Demany, Terfve. — Janssens (Charles), Van Glabbeke.

Zie :

84 (B. Z. 1946) : Wetsvoorstel.
458 (1946-1947) : Verslag.
201 (1947-1948) : Amendementen.

du droit dont dispose celui qui comparaît en liberté devant le tribunal. Pour mettre tous les inculpés sur un pied d'égalité votre Commission avait décidé d'ajouter au texte de M. Carton de Wiart le mot « volontairement » à intercaler entre les mots « dès qu'il est » et « présent ».

La proposition de M. Carton de Wiart ainsi amendée avait été adoptée en Commission par onze voix et une abstention.

Lorsque la proposition vint en discussion en séance publique le gouvernement par l'organe du ministre de la Justice demanda le renvoi à votre Commission pour pouvoir déposer des amendements de nature à compléter la proposition, en faisant observer que la réforme ne devait pas seulement porter sur l'article 149 du Code d'Instruction Criminelle, qui a trait à la procédure par défaut devant le Tribunal de Police mais également sur l'article 186 du même Code qui vise la même procédure devant les Tribunaux jugeant en matière correctionnelle.

Les amendements déposés par le Gouvernement (documents n° 201, 1947-1948) tendent à remplacer le texte de la proposition par les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

L'article 149 du Code d'Instruction Criminelle est complété par un alinéa second rédigé comme suit :

« Si, ayant satisfait à la citation, elle a répondu à l'appel de la cause, elle sera jugée contradictoirement ».

ART. 2.

L'article 186 du Code d'Instruction Criminelle est complété par un alinéa second ainsi rédigé :

« Si, ayant satisfait à la citation, il a répondu à l'appel de la cause ou si, détenu préventivement et régulièrement cité, il a été contraint de comparaître, il sera jugé contradictoirement ».

La note justifiant les amendements du Gouvernement fait justement observer que devant le Tribunal de Police, la comparution de la personne citée est toujours volontaire puisque la loi n'a pas prévu la délivrance d'un mandat d'arrêt contre les personnes prévenues d'infraction relevant de la compétence de ce Tribunal. A cet égard, l'amendement apporté par votre Commission à la proposition de M. Carton de Wiart modifiant l'article 149 du Code d'Instruction Criminelle est donc sans utilité.

nen maken van het recht waarover hij die vrij vóór de rechtbank verschijnt, beschikt. Ten einde al de verdachten op voet van gelijkheid te stellen, had uw Commissie besloten aan de door de heer Carton de Wiart voorgestelde tekst het woord « vrijwillig » toe te voegen, in te lassen tussen de woorden « zodra hij » en « op de terechtzitting ».

Het aldus gewijzigd voorstel van de heer Carton de Wiart werd in de Commissie aangenomen met 11 stemmen en 1 onthouding.

Wanneer het voorstel ter bespreking kwam in openbare vergadering, vroeg de Regering, bij monde van de heer Minister van Justitie, de verwijzing naar de Commissie ten einde amendementen te kunnen indienen die het voorstel zouden aanvullen. Zij merkte daarbij op, dat de hervorming niet alleen moest slaan op artikel 149 van het Wetboek van Strafvordering, dat betrekking heeft op de rechtspleging bij verstek vóór de Politie rechtbank, maar ook op artikel 186 van hetzelfde Wetboek, dat doelt op dezelfde rechtspleging voor de rechtbanken die in correctionele zaken vonnissen.

De door de Regering ingediende amendementen (stuk n° 201, 1947-1948) strekken er toe de tekst van het voorstel te vervangen door volgende bepalingen :

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 149 van het Wetboek van Strafvordering wordt aangevuld door toevoeging van een tweede alinea, die als volgt luidt :

« Indien hij, na aan de dagvaarding te hebben voldaan, gevolg geeft aan de uitroeping der zaak, wordt hij op tegenspraak gevonnist. »

ART. 2.

Artikel 186 van het Wetboek van Strafvordering wordt aangevuld door toevoeging van een tweede alinea, die luidt als volgt :

« Indien hij, na aan de dagvaarding te hebben voldaan, gevolg geeft aan de uitroeping der zaak of indien hij, terwijl hij preventief in hechtenis is en regelmatig werd gedagvaard, gedwongen wordt te verschijnen, wordt hij op tegenspraak gevonnist. »

In de toelichting op de amendementen van de Regering wordt er terecht op gewezen dat, vóór de politierechtbank, de gedaagde altijd vrijwillig verschijnt, vermits de wet de aflevering van een bevel tot aanhouding tegen de personen, die verdacht zijn van een misdrijf dat tot de bevoegdheid van deze rechtbank behoort, niet heeft voorzien. In dit opzicht is de verbetering welke uw Commissie aan het voorstel van de heer Carton de Wiart tot wijziging van artikel 149 van het Wetboek van Strafvordering heeft aangebracht, overbodig.

En ce qui concerne les poursuites devant les tribunaux jugeant en matière correctionnelle, la proposition doit être complétée par la modification de l'article 186 du Code d'Instruction Criminelle qui les régit.

Votre Commission ayant estimé que le prévenu détenu sous les liens du mandat d'arrêt devait être mis sur le même pied que le prévenu libre, avait exigé que le prévenu soit « volontairement présent à l'audience ». Le Gouvernement fait observer que votre Commission de la Justice semble avoir perdu de vue que le prévenu détenu sous mandat d'arrêt peut être contraint de comparaître matériellement et personnellement à l'audience au même titre qu'il peut l'être à comparaître, par exemple, devant le juge d'instruction pour y être confronté. C'est pour se passer de son assentiment aux actes de la procédure dont il fait l'objet qu'il est mis sous les mains de la Justice. S'il se refuse à quitter la prison, il peut être emmené par la force. S'il n'est pas fait usage de ce droit lorsqu'il s'agit d'amener un prévenu à l'audience pour y être jugé, c'est que le Ministère Public estime inutile de l'y amener à seule fin de lui entendre dire qu'il fait défaut.

Il a paru au Gouvernement — et l'auteur de la proposition de même que les membres de votre Commission partageaient cet avis — qu'il y avait lieu de rompre avec cette pratique qui était source de nombreux abus; des prévenus sous les mains de la Justice usant de cette faculté pour retarder sans motif légitime, le jugement de leur cause.

Comme cette question touchait à celle du respect des droits de la défense, le Gouvernement a pris soin de recueillir sur ce point, au préalable, l'avis des Procureurs Généraux et du Bâtonnier du Barreau de Bruxelles. Ces derniers ont été d'avis que le projet envisagé ne heurtait pas le principe des droits de la défense.

M. le Ministre de la Justice a également signalé aux membres de votre Commission que M. le Bâtonnier Collignon de Liège avait abondé dans le même sens mais qu'il avait été combattu par une opinion en sens contraire du Conseil de l'Ordre du Barreau de Liège. Les membres de votre Commission ont pris connaissance de ces avis. Après quoi la discussion a été reprise.

Certains membres de votre Commission ont estimé que les abus auxquels avait donné lieu l'application de la loi ancienne n'avaient pas été très nombreux et qu'il n'y avait pas lieu de légiférer pour des situations exceptionnelles sur le point du reste de disparaître (poursuite devant les juridictions militaires pour infractions commises pendant la guerre). M. Carton de Wiart, auteur de la proposition, a insisté pour obtenir le vote de celle-ci et des amendements présentés par le Gouvernement. Il a signalé que pareille réforme était déjà réalisée depuis longtemps dans d'autres pays, notamment en France, en Hollande et en Suisse (cf.

Wat de vervolgingen betreft vóór de rechtbanken die in correctionele zaken oordelen, moet het voorstel worden aangevuld door de wijziging van artikel 186 van het Wetboek van Strafvordering dat die zaken regelt.

Daar uw Commissie geoordeeld had, dat de verdachte, die als gevolg van een bevel tot aanhouding gedetineerd is, op dezelfde voet moest worden gesteld als de vrije verdachte, had zij geëist dat de verdachte « vrijwillig op de terechtzitting tegenwoordig » zou zijn. De Regering wijst er op, dat uw Commissie voor de Justitie uit het oog schijnt te hebben verloren dat de op grond van een bevel gedetineerde verdachte er toe kan worden gedwongen materieel en in persoon ter terechtzitting te verschijnen, evenzeer als hij b.v. gedwongen kan worden vóór de onderzoeksrechter te verschijnen om er te worden geconfronteerd. Het is om te kunnen handelen zonder zijn instemming bij de akten van rechtspleging, waarvan hij het voorwerp uitmaakt, dat hij in de handen van het gerecht gesteld wordt. Indien hij weigert de gevangenis te verlaten, kan hij met geweld worden weggebracht. Zo er van dat recht geen gebruik wordt gemaakt wanneer het er op aankomt een verdachte ter terechtzitting te brengen om er te worden gevonnist, dan is dit omdat het Openbaar Ministerie het nutteloos acht hem ter terechtzitting te brengen alleen om hem te horen verklaren dat hij verstek laat gaan.

De Regering was van oordeel — en de indiener van het voorstel, alsmede de leden van uw Commissie waren het daarmede eens — dat er een einde moest worden gemaakt aan deze praktijk, welke aanleiding gaf tot veelvuldige misbruiken, aangezien verdachten, die in handen van het gerecht waren, van dit recht gebruik maakten om, zonder wettige reden, de berechting van hun zaak te vertragen.

Daar deze kwestie verband houdt met die van de rechten van de verdediging, heeft de Regering vooraf omtrent dat punt de adviezen ingewonnen van de Procureurs-Generaal en van de Stafhouder van de Balie van Brussel. Deze laatsten waren van oordeel, dat het voorgestelde ontwerp niet indruist tegen het beginsel van de rechten der verdediging.

De heer Minister van Justitie heeft er eveneens de aandacht van de leden van uw Commissie op gevestigd dat de heer Collignon, Stafhouder te Luik, volkomen dezelfde mening was toegedaan, maar dat een advies in tegengestelde zin van de Raad van de Orde van de Balie van Luik het bestreden had. De leden van uw Commissie hebben kennis genomen van die adviezen. Daarna werd de bespreking voortgezet.

Sommige leden van uw Commissie waren van mening dat de misbruiken waartoe de toepassing van de vroegere wet aanleiding had gegeven, niet zeer talrijk waren en dat er geen reden is om een wet te maken voor uitzonderlijke toestanden die overigens op het punt staan te verdwijnen (vervolgingen vóór de krijgsgerechten voor misdrijven gepleegd tijdens de oorlog). De heer Carton de Wiart, indiener van het voorstel, heeft er op aangedrongen dat dit voorstel en de amendementen van de Regering zouden worden aangenomen. Hij heeft er op gewezen, dat een dergelijke hervorming reeds sedert lang is doorgevoerd in

premier rapport sur la proposition n° 458-1946/1947) et a invité ses collègues à ne pas faire montre d'un conservatisme regrettable en la matière.

M. le Président de la Commission a alors donné lecture des amendements du Gouvernement.

Le premier amendement a été adopté par 8 voix contre 4.

Le second amendement a été adopté par 8 voix contre 5.

Enfin, l'ensemble de la proposition ainsi amendée a été adopté par 8 voix contre 6.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,

J. HOSSEY.

Le Président,

L. JORIS.

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION.

ARTICLE PREMIER.

L'article 149 du Code d'Instruction Criminelle est complété par un alinéa second rédigé comme suit :

« Si, ayant satisfait à la citation, elle a répondu à l'appel de la cause, elle sera jugée contradictoirement. »

ART. 2.

L'article 186 du Code d'Instruction Criminelle est complété par un alinéa second ainsi rédigé :

« Si, ayant satisfait à la citation, il a répondu à l'appel de la cause ou si, détenu préventivement et régulièrement cité, il a été contraint de comparaître, il sera jugé contradictoirement. »

andere landen, onder meer in Frankrijk, Nederland en Zwitserland (cfr. eerste verslag over het voorstel, n° 458, 1946-1947) en hij heeft zijn collega's verzocht op dat gebied geen blijk te geven van een betreurenswaardig conservatisme.

De heer Voorzitter van de Commissie heeft dan lezing gegeven van de amendementen van de Regering.

Het eerste amendement werd aangenomen met 8 stemmen tegen 4.

Het tweede amendement werd aangenomen met 8 stemmen tegen 5.

Het aldus gewijzigd voorstel in zijn geheel werd aangenomen met 8 stemmen tegen 6.

Dit verslag werd eenparig door de aanwezige leden aangenomen.

De verslaggever,

J. HOSSEY.

De Voorzitter,

L. JORIS.

TEKST VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 149 van het Wetboek van Strafvordering wordt aangevuld door toevoeging van een tweede alinea, die als volgt luidt :

« Indien hij, na aan de dagvaarding te hebben voldaan, gevolg geeft aan de uitroeping der zaak, wordt hij op tegenspraak gevonnist. »

ART. 2.

Artikel 186 van het Wetboek van Strafvordering wordt aangevuld door toevoeging van een tweede alinea, die luidt als volgt :

« Indien hij, na aan de dagvaarding te hebben voldaan, gevolg geeft aan de uitroeping der zaak of indien hij, terwijl hij preventief in hechtenis is en regelmatig werd gedagvaard, gedwongen wordt te verschijnen, wordt hij op tegenspraak gevonnist. »